



**PRÉFET  
DE L'AUDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de la région Occitanie**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE n° DREAL-UID11/66-C3-2025-091,**

**en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement,  
de la société SARL AUDE AGREGATS, dont le siège social est situé  
lieu-dit « La Caunette » 11600 LASTOURS,  
de respecter certaines prescriptions applicables à la carrière de roches massives  
calcaires à ciel ouvert exploitée au lieu-dit « La Caunette » sur le territoire de la  
commune de LASTOURS**

**Le préfet de l'Aude,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le décret du Président de la République du 16 juillet 2025 portant nomination de Monsieur Alain BUCQUET en qualité de préfet de l'Aude ;
- Vu** le décret du Président de la République du 4 juillet 2022 portant nomination de Madame Lucie ROESCH en qualité de secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, sous-préfète de Carcassonne ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° DPPAT-BCI-2025-027 donnant délégation de signature à Madame Lucie ROESCH, secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;
- Vu** le code de l'environnement, et en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2019-038 du 1er août 2019 autorisant la SARL AUDE AGREGATS dont le siège social est implanté lieu-dit « La Caunette » 11600 LASTOURS, à exploiter une carrière de calcaire à ciel ouvert sur le territoire de la commune de LASTOURS au lieu-dit « La Caunette » ;
- Vu** l'article 1.1.1.1 de l'arrêté préfectoral du 1er août 2019 susvisé qui dispose : « *L'exploitant devra réaliser sous un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté une expertise géochimique représentative du gisement de la carrière. Il adaptera les conditions de gestion et de commercialisation des matériaux en fonction des conclusions de cette étude. Il pourra pour cela s'appuyer sur une étude sanitaire* » ;

**Vu** le plan de commercialisation des matériaux de mars 2021 établi par la société Aude Agrégats, consécutif au respect de la prescription édictée par l'article 1.1.1.1 de l'arrêté préfectoral susvisé pour adapter les conditions de gestion et de commercialisation des matériaux ;

**Vu** l'article 21 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé qui dispose : « *Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées* » ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant en date du 14/08/2025, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à l'exploitant en date du 28/08/2025 ;

**Vu** les observations de l'exploitant en date du 10 septembre 2025 ;

**Considérant** que lors de la visite sur site du 8 juillet 2025, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier des suivis prévus dans son plan de commercialisation notamment:

- une caractérisation de la signature chimique des matériaux commercialisés dans le respect de la concentration de 100ppm pour la substance plomb, seuil qui permet de différencier la compatibilité/incompatibilité avec un usage en zone sensible ;
- de la mise à jour de l'étude géochimique du gisement au bout de 3 ans, le plan de commercialisation ayant été établi en mars 2021.

**Considérant** que lors de la visite sur site du 8 juillet 2025, l'inspection des installations classées a constaté l'absence de tri sélectif des déchets suivant leurs diverses catégories notamment:

- le mélange de déchets inertes et non inertes non dangereux dans la même benne ;
- la présence de déchet dangereux (réfrigérateur) dans la benne à ferraille.

**Considérant** que ces constats constituent respectivement des manquements aux dispositions de l'article 1.1.1.1 de l'arrêté préfectoral du 1er août 2019 et de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié susvisés ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SARL AUDE AGREGATS de respecter les prescriptions de l'article 1.1.1.1 de l'arrêté préfectoral du 1er août 2019 et de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Sur proposition** de la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Aude ;

## **ARRETE**

## **ARTICLE 1 – Objet de la mise en demeure**

La SARL AUDE AGREGATS dont le siège social est implanté lieu-dit « La Caunette » 11600 LASTOURS, exploitant une carrière de calcaire à ciel ouvert au lieu-dit « La Caunette » sur le territoire de la commune de LASTOURS, est mis en demeure de respecter, **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de :

- l'article 1.1.1.1 de l'arrêté préfectoral du 1er août 2019 susvisé :
  - . en justifiant d'un mode opératoire adapté pour caractériser la signature chimique des matériaux commercialisés, dans le respect du seuil de 100ppm pour la substance plomb;
  - . en faisant actualiser l'étude géochimique du gisement.
- l'article 21 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié susvisé :
  - . en mettant en place une collecte séparée suivant les diverses catégories de déchets, puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

## **ARTICLE 2 - Sanctions**

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 3 – Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Montpellier, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

## **ARTICLE 4 – Affichage et publicité**

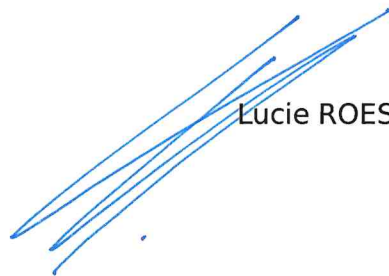
Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aude pendant une durée minimale de deux mois.

## **ARTICLE 5 – Exécution et notification**

La Secrétaire Générale de la préfecture de l'Aude, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement – chargé du service de l'inspection des installations classées, le Maire de la commune de Lastours, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est notifié administrativement ainsi qu'à la SARL AUDE AGREGATS dont le siège social est implanté au lieu-dit « La Caunette » - 11600 LASTOURS .

Fait à Carcassonne le 17 SEP. 2025

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale de la préfecture



Lucie ROESCH